



ACTUALITES ECONOMIQUES ET FINANCIERES DU PORTUGAL

Veille n° 15 - du 11 au 30 juillet 2018

Indicateurs macroéconomiques

Croissance PIB (%)	2017 (INE)	2,7
	Prévision 2018 (Gouvernement - Pstab*)	2,3
Déficit public (% du PIB)	2017 (INE)	-3,0**
	Prévision 2018 (Gouvernement - Pstab)	-0,7
Solde primaire (% du PIB, 2017) (Gouvernement)		3,0
Dette (% du PIB)	2017 (INE)	125,7
	Prévision 2018 (Gouvernement - Pstab)	122,2
Exportations de biens (Md€, mois de mai 2018) (INE)		5,2
Importations de biens (Md€, mois de mai 2018) (INE)		6,3
Exportations de services (Md€, mois de mai 2018) (Banco de Portugal)		2,9
Importations de services (Md€, mois de mai 2018) (Banco de Portugal)		1,2
Inflation sous-jacente (% , juillet 2018) (INE)		1,0
Taux de chômage	(% , 2017) (INE)	8,1
	(% , prévision fin 2018) (Gouvernement - Pstab)	7,6
	(% , juin 2018) (INE)	6,7

* Programme de stabilité

** hors prise en compte de la recapitalisation de la banque publique Caixa Geral de Depósitos, le déficit public s'élève à 0,92 % du PIB

Situation des établissements bancaires

Les banques portugaises publient leurs résultats du 1^{er} semestre

Le 24 juillet, la banque **Banco Português de Investimento (BPI)**, détenue par la banque catalane **CaixaBank**, a déclaré avoir généré **366,1 M€ en profit** au 1^{er} semestre 2018. Ce résultat provient notamment de la vente d'actifs (*Viacer*, *BPI Gestão de Ativos* et *BPI GIF*) qui a généré une recette de 121,3 M€. Les profits de l'activité bancaire au Portugal ont augmenté de **32 % pour atteindre 104,2 M€**, en conséquence notamment de la réduction des coûts (- 32,5 %) et de l'augmentation des commissions bancaires (+ 8,8%). Le **ratio de prêts non-performants a été rapporté à 3,8 %** (5,1 % en décembre 2017) et le ratio *Common Equity Tier 1* (CET1) a atteint 12,8 %.

Le 26 juillet, la banque **Banco Comercial Português (BCP)** a annoncé que ses profits du 1^{er} semestre s'élevaient à **150,6 M€**, soit une augmentation de 67,5 % par rapport à la même période de l'année 2017. L'activité bancaire au Portugal a généré des profits de 59,0 M€ (1,6 M€ au 1^{er} semestre 2017). Le **ratio CET1 a augmenté de 11,3 % à 11,7 %**.

La banque publique *Caixa Geral de Depósitos* (CGD) a annoncé le 27 juillet un profit de 194 M€ au 1^{er} trimestre 2018 contre une perte de 50 M€ enregistrée à la même période en 2017. Son ratio de prêts non-performants a baissé de 13,5 % à 10,5 % en un an et son ratio CET1 s'est établi à 14 %.

La banque publique Caixa Geral de Depósitos (CGD) va garder sa filiale en France

Le gouvernement portugais et la Commission européenne sont arrivés à un accord pour que la CGD conserve sa filiale française. La vente était prévue par le plan de recapitalisation qui avait été approuvé par la Commission en 2017 et qui vient d'être modifié. La banque publique pourra ainsi poursuivre son activité en France, où elle a 48 agences et plus de 500 employés. En 2017, la filiale française de CGD a généré des profits de 49,6 M€. La banque publique portugaise devra en revanche procéder à la cession de ses filiales en Afrique du Sud, en Espagne et au Brésil et réduire sa participation dans les banques mozambicaine BCI et cap-verdienne *Banco Comercial do Atlântico*.

Une étude estime que les coûts des services bancaires sont plus élevés au Portugal qu'en Espagne

Selon une étude du cabinet d'audit Deloitte pour l'Association espagnole de la banque, les services bancaires coutent en moyenne 78 euros par an au Portugal contre 38 euros en Espagne. Ce rapport indique aussi que les banques portugaises proposent en moyenne moins de services (69 contre 115 en Espagne). L'Association portugaise des banques (APB) a rejeté les conclusions de cette étude en dénonçant des « ambiguïtés » et un manque de « rigueur et pertinence ». L'APB a annoncé avoir commandé un rapport sur ce même sujet à un autre cabinet d'audit.

Banco CTT annonce l'achat de 321 Crédito pour 100 M€

La banque postale *Banco CTT* a annoncé l'achat de 321 Crédito pour 100 M€. Cet établissement de crédit est spécialisé dans l'attribution de prêts pour l'achat de véhicules d'occasions et a un portefeuille de crédits de 300 M€. En 2017, 321 Crédito avait une part de marché de 9,2 % et avait généré un profit de 9 M€. *Banco CTT* bénéficiera ainsi des 1.200 points de ventes de 321 Crédito et sera fournisseur de crédit automobile, en plus du crédit à l'habitation qu'elle propose depuis 2017. L'achat de 321 Crédito par *Banco CTT* doit encore être validé par la Banque du Portugal et par l'Autorité de la Concurrence et devrait être finalisé au 1^{er} trimestre 2019. *Banco CTT* a été créé en 2015 et est entièrement détenu par *CTT – Correios de Portugal*, le groupe postal portugais privatisé en 2014.

Plusieurs banques vendent leurs actifs immobiliers au cœur de Lisbonne

Les principales banques portugaises mettent en vente leurs immeubles emblématiques dans les quartiers historiques de Lisbonne. La banque *BPI* a vendu son siège de 11.100 m² à *Rua do Ouro* pour plus de 66 M€ à un fonds allemand. Dans la même rue, *Millenium BCP* a vendu un immeuble de 8.850 m² au groupe hôtelier *Sana Hotels* et la banque publique *Caixa Geral de Depósitos* a mis en vente un immeuble de 13.810 m². Après avoir vendu son siège historique du *Terreiro do Paço*, *Novo Banco* a mis en vente ses locaux actuels de l'*Avenida da Liberdade* pour 100 M€ et envisage la vente d'autres actifs pour financer la construction d'un grand projet immobilier et d'un nouveau siège dans le quartier d'*Amoreiras*. Les banques portugaises profitent ainsi de l'augmentation des prix de l'immobilier à Lisbonne, en conséquence de la croissance du tourisme et de l'intérêt des investisseurs étrangers.

Situation budgétaire

L'IGCP réalise des émissions de dette de court et long terme

Le 11 juillet, l'agence portugaise de gestion du Trésor et de la dette publique (IGCP) a réalisé deux nouvelles émissions d'obligations du Trésor, pour un montant de 300 M€ et 650 M€, respectivement avec des maturités à 16 ans à un taux de 2,26 % et à 10 ans à un taux de 1,73 % (inférieur à celui enregistré pour la dernière émission comparable). En 2018, le Trésor portugais a déjà émis 13 Md€ de titres de dette, soit 86 % de son objectif annuel.

L'IGCP a également réalisé le 18 juillet des émissions de billets du Trésor, pour un montant de 400 M€ et 1.350 M€, respectivement avec des maturités à 6 mois à un taux de - 0,34 % (légèrement supérieur à celui enregistré au mois de mai) et à 12 mois à un taux de - 0,28 % (légèrement inférieur à celui enregistré au mois de mai).

L'IGCP réalise une émission d'Obligations du Trésor à Revenu Variable

En juillet 2018, l'IGCP a placé auprès du public 1 Md€ de nouvelles Obligations du Trésor à Revenu Variable (OTRV), deux fois plus que prévu. Ces titres, d'un montant unitaire de 1.000 €, ont une maturité de 7 ans et un taux de 1 %. Ces obligations ont été acquises par 62.041 investisseurs, aucun n'ayant investi plus de 20.000 €. L'émission d'OTRV fait partie de la stratégie de l'IGCP pour élargir sa base d'investisseurs et offrir des instruments d'épargne aux portugais. Les familles portugaises détiennent actuellement 35,6 Md€ de titres d'État, soit 14 % de sa dette totale.

Le Portugal prépare des émissions de dette en yuans

Le Ministre des finances Mário Centeno a annoncé qu'une émission d'obligations du Trésor en monnaie chinoise était « en cours de finalisation ». En septembre 2017, il avait déjà annoncé que le gouvernement envisageait une émission jusqu'à 3 Md de yuans (377 M€) à maturité de 5 ans. Le Trésor portugais envisage aussi l'émission d'« obligations vertes », ayant comme finalité le financement de projets liés à la protection de l'environnement.

Le Conseil des Finances Publiques alerte sur les risques budgétaires en cas de retournement de la conjoncture

Le Conseil des Finances Publiques (CFP) a alerté sur les « risques budgétaires très significatifs » pour le Portugal en cas de baisse de la croissance économique au cours des prochaines années. En s'appuyant sur l'histoire économique du pays, le CFP explique que la probabilité d'une récession économique tous les cinq ans est de 55 %. Il recommande au gouvernement de mener une politique de contention budgétaire pendant les périodes de croissance afin de disposer d'une marge de manœuvre pour affronter les crises économiques.

Dans son rapport « Risques budgétaires et soutenabilité des finances publiques », le CFP indique aussi que 140 Md€ (76 % du PIB) d'engagements, soit de dépenses potentielles, ne sont pas retracés dans les comptes publics officiels de l'Institut national de statistique (INE) et d'Eurostat en 2016. Ce sont essentiellement des garanties publiques et des passifs liés aux Partenariat Publics-privés et à des entités publiques qui représentent des « risques à moyen et long-terme pour la soutenabilité des finances publiques ».

L'endettement de l'économie portugaise bat un nouveau record

L'endettement de l'économie portugaise a battu un nouveau record en atteignant 724,7 Md€ au mois de mai. Selon la Banque du Portugal, la dette du secteur public s'élève à 322,4 Md€ (+ 0,3 Md€ par rapport à avril 2018) et celle du secteur privé à 402,3 Md€ (+0,7 Md€). En un mois, l'endettement des particuliers a augmenté de 0,2 Md€ et celui des entreprises de 0,5 Md€.

Sectoriel

L'augmentation des prix de l'immobilier préoccupe le FMI et la Banque du Portugal

Le FMI estime que les déséquilibres entre l'offre et la demande dans « certaines zones du Portugal » conduisent actuellement à une « forte valorisation » de l'immobilier résidentiel et commercial. Ces déséquilibres seraient également présents au Luxembourg, au Pays-Bas et en Allemagne. Le rapport du FMI sur la zone Euro demande aux autorités de rester attentives aux risques pour la stabilité financière. En juin, la Banque du Portugal avait déjà annoncé que « des signes de survalorisation des prix du marché immobilier résidentiel au Portugal » étaient visibles depuis le deuxième semestre 2017 et pouvaient représenter des « risques pour la stabilité financière ».

15 centres commerciaux devraient être vendus en 2018

Les groupes de conseil en immobilier CBRE et *Cushman & Wakefield* prévoient que 15 centres commerciaux portugais devraient être vendus en 2018. Selon ces deux groupes, l'investissement total devrait être compris entre 1,25 Md€ et 1,4 Md€.

Plus de 85 % de la production d'électricité bénéficie de subventions publiques

La présidente du régulateur énergétique portugais ERSE, Mme Cristina Portugal, a affirmé que plus de 85 % de la production d'électricité au Portugal bénéficiait « d'une forme de subvention publique ». La responsable d'ERSE a estimé que le secteur faisait face à une « allocation inefficace des ressources avec une surcompensation qui est payée par les consommateurs ». Mme Cristina Portugal a été auditionnée au Parlement dans le cadre de la Commission d'enquête sur le « paiement de rentes excessives aux producteurs d'électricité ». Cette commission enquête sur la définition des compensations versées aux opérateurs depuis 2007, qui font par ailleurs l'objet d'une enquête judiciaire.

Situation macro-économique

La croissance de l'économie portugaise ralentit

La croissance de l'activité économique au Portugal a ralenti en juin pour le huitième mois consécutif. Selon la Banque du Portugal, l'indice de variation de l'activité économique est descendu à 1,8%, le plus bas depuis novembre 2016. La Commission européenne a aussi revu en baisse la prévision de croissance du PIB du Portugal en 2018 de 2,3% à 2,2 %.

La balance des biens se dégrade, la balance des services progresse

Le **déficit de la balance des biens a augmenté de 557 M€ pour atteindre 5,1 Md€** sur les cinq premiers mois de 2018. Les données de la Banque du Portugal indiquent que l'augmentation des importations est surtout liée à **l'achat de biens de production et investissement et non à la consommation**. Malgré cette dégradation, **la balance commerciale du pays demeure positive** compte tenu de la forte **augmentation du solde de la balance des services (+645 M€ pour atteindre 5,5 Md€)**. Le **déficit de la balance courante s'est aggravé de 311 M€** pour atteindre 1,8 Md€.

Le gouvernement affirme que l'augmentation de salaire minimum n'a pas réduit la compétitivité de l'économie portugaise

Selon le Rapport d'accompagnement de l'accord sur l'augmentation du salaire minimum, **il n'y a aucune évidence que la compétitivité des exportations portugaises ait été réduite par l'augmentation du salaire minimum**. En janvier, le salaire minimum a augmenté de 23 euros pour atteindre 580 euros. Malgré cette augmentation, **le gouvernement indique que le taux d'employés payés au salaire minimum se maintient à 22,9 %**. Un quart des nouveaux emplois créés entre janvier et mars sont rémunérés au salaire minimum. Le gouvernement envisage d'augmenter le salaire minimum à 600 euros en 2019.

Le FMI recommande l'indexation du salaire minimum à la productivité

Dans son rapport sur la zone Euro, le FMI défend un durcissement des conditions d'utilisation des contrats temporaires, une flexibilisation des contrats permanents et l'indexation du salaire minimum à la productivité. **Ce rapport est publié alors que le Parlement portugais a approuvé en première lecture une réforme de la loi travail** et prépare une nouvelle augmentation du salaire minimum en 2019. **Le FMI recommande aussi aux autorités portugaises de ne pas engager de nouveaux investissements énergétiques** tant que la dette du secteur n'est pas remboursée. Pour le FMI, le Portugal doit ainsi continuer à réduire le coût de son énergie. **Le rapport sur la zone Euro défend aussi la réalisation d'une étude approfondie et indépendante sur l'efficacité du système judiciaire.**

Divers

Le Portugal est le leader européen pour la confiance des investisseurs dans l'attractivité du pays

Pour la deuxième année consécutive, le **Portugal est le leader européen pour la confiance des investisseurs dans l'attractivité du pays**. Selon l'étude « La perception du Portugal comme leader de l'IDE en Europe : un succès momentané ou une tendance durable ? » du cabinet d'audit EY, **65 % des dirigeants sont confiants sur l'évolution de l'attractivité du Portugal et 31 % ont l'intention d'y investir**. Ces investisseurs considèrent que la paix sociale, le potentiel d'augmentation de la productivité et les coûts du travail sont les atouts majeurs du Portugal. En sens inverse, les dirigeants citent la fiscalité sur les entreprises, les aides régionales et la taille du marché domestique, et invitent le Portugal à investir dans l'éducation, les nouvelles technologies, les infrastructures digitales, ainsi qu'à augmenter les avantages fiscaux et réduire la fiscalité.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Lisbonne (adresser les demandes à lisbonne@dgtresor.gouv.fr

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Auteur : SE de Lisbonne

Ambassade de France au Portugal - Service Économique

Adresse :

**Rua Santos-o-velho, 5,
1249-079 Lisbonne
PORTUGAL**

Rédigé par : Léa AUTIER / Christopher MARQUES

Revu par : Stanislas GODEFROY